

PREFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Direction de la Coordination  
des Actions et des Moyens de l'Etat

**OBJET : Arrêté préfectoral de mise en demeure** n° 12.2016.09.27.006  
**Commune de VIVIEZ**  
**Société Aveyronnaise de Métallurgie (SAM)**

---

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le titre I du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 autorisant la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE à exploiter ses installations de fonderie sur le territoire de la commune de VIVIEZ ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 août 2016 et transmis à l'exploitant ;

**CONSIDERANT** que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant de maintenir ses installations propres, au regard des dépôts graisseux qui se sont enflammés et ont contribué à la propagation des incendies ;

**CONSIDERANT** que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas les articles 6.6.3 et 6.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant la délimitation des zones de sécurité et la réalisation d'un plan destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;

**CONSIDERANT** que la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE ne respecte pas l'article 6.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 lui imposant de former son personnel à la sécurité ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces écarts ne permet pas de garantir que les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont préservés ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la Préfecture,

# ARRETE

## Article 1 : Objet

La SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE dont le siège social est situé, Zone industrielle des Prades à VIVIEZ (12 110), est mise en demeure :

Sous un délai maximal de 2 mois :

- de transmettre un programme / planning de nettoyage des structures et équipements chargés en graisse des bâtiments HA, en application de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011 (le nettoyage doit être terminé dans un délai de 6 mois),
- de réaliser un plan de délimitation des risques destiné à faciliter l'intervention des pompiers en application de l'article 6.6.3 et 6.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 2011-161-07 du 10 juin 2011,
- de former le personnel des bâtiments HA et HC à la sécurité (en particulier incendie) et d'assurer un recyclage des personnels formés en application de l'article 6.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-161-07 du 10 juin 2011

pour ses installations de fonderie situées sur le territoire de la commune de VIVIEZ.

## Article 2 : Sanctions

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup>, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des suites pénales.

## Article 3 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SOCIÉTÉ AVEYRONNAISE de MÉTALLURGIE et publié au recueil des actes administratifs du département. Une copie sera adressée au maire de la commune de VIVIEZ.

A Rodez, le 27.09.2016

  
Louis LAUGIER